Que signifie "bourgeois"? Parlons de sens cummun et de logique électorale

Autor(en): **Kohler, Georg**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **42 (2015)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-912080

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Que signifie «bourgeois»? Parlons de sens commun et de logique électorale

Georg Kohler, professeur émérite de philosophie politique à l'Université de Zurich, suit et analyse tout au long de l'année la campagne électorale 2015 pour les Suisses de l'étranger.

GEORG KOHLER

Après les premiers résultats de 2015 lors des élections du Parlement cantonal de Bâle-Campagne et de Lucerne, il paraît de plus en plus probable qu'on assiste à l'automne à une campagne électorale opposant deux camps principaux: les partis bourgeois contre les autres. Le centre passe à la trappe, mais aussi les Verts et la gauche. Cette situation doit irriter non seulement ces partis, mais surtout le PBD, le parti bourgeois-démocratique issu de la scission de l'UDC, et le parti Vert'libéral (pvl).

Mais qu'entend-on réellement par «bourgeois»? Que signifie «centre-gauche»? Ce terme de lutte et d'opposition venu de la droite sert avant tout à qualifier d'insuffisant l'actuel Conseil fédéral ainsi que la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, que l'UDC désapprouve.

Le Conseil fédéral compte actuellement quatre membres de l'alliance bourgeoise composée du PLR, de l'UDC et du PDC. Selon les critères usuels d'analyse politique, il est impossible de classer Eveline Widmer-Schlumpf à gauche. Les deux conseillers socio-démocrates font face à une forte majorité non-socialiste. Cet organe a réussi avec succès à mener à bien la législature 2012/2015. Pour autant, selon les porte-parole bourgeois, il faut mettre fin à cette dangereuse alliance de centre-gauche.

La rhétorique électorale actuelle n'est pas vraiment en adéquation avec la réalité de la politique fédérale. Comment l'expliquer? Qu'est-ce que cela révèle sur la (bonne) manière d'exercer l'État en Suisse? Ces questions et réponses ne sont pas particulièrement originales, mais ne sont pas pour autant superflues. Elles illustrent en effet la réalité de la présence publique (médiatique), qui connaît aussi une transformation dans notre pays et ne correspond tout simplement plus à la marque de fabrique qui a longtemps caractérisé la nation politique suisse, douée d'un sens commun à toute épreuve.

Pourquoi choisir alors une campagne électorale basée sur l'opposition entre deux camps comme moyen de conquérir des voix? Tout simplement parce que c'est ce qui répond le mieux à la logique des campagnes médiatiques actuelles, dont l'objectif est de simplifier tout en pointant des ennemis. Cette attitude, résumée dans le mot d'ordre «Nous contre les autres», diminue l'incertitude et donne l'assurance d'être dans le bon camp.

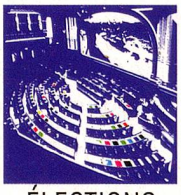
Cette méthode est aussi ancienne que les lois du pouvoir en politique. Elle est utilisée d'une extrémité à l'autre de l'échiquier politique, de Lénine à Goebbels, et par bon nombre de candidats désireux de gagner dans des pays démocratiques. Mais est-elle adaptée aux particularités de la démocratie suisse? Absolument pas. La Constitution suisse et les processus de résolution de problèmes qu'elle implique sont en effet structurés de manière à obtenir le compromis, l'intégration et donc des résultats axés sur la conciliation, la globalité et la prise en compte du plus grand nombre possible de groupes d'intérêts.

Pour résumer par une antithèse, disons qu'ils sont calibrés pour des accords «bourgeois» servant le sens commun républicain et ne visent pas en premier lieu un ordre «bourgeois» servant une liberté économique la moins interventionniste possible.

Le Conseil fédéral en fonction, élu démocratiquement par un parlement lui-même élu démocratiquement, semble de centre-gauche uniquement parce qu'il a, ces quatre dernières années, agi en adéquation avec le consensus constitutionnel bourgeois-républicain, et ce avec un succès certain! Il est «non-bourgeois» uniquement pour ceux qui associent le terme «bourgeois» à tout ce qui relève d'un régime bipartite d'une démocratie parlementaire majoritaire à l'anglo-saxonne, au lieu de l'associer à la Suisse qui se distingue historiquement par sa démocratie de concordance.

Répétons-le, le système helvétique repose, depuis fort longtemps et pour de bonnes raisons, sur une large répartition du pouvoir, sur le respect des opinions divergentes et sur la reconnaissance de principe du camp adverse comme co-constructeur légitime de la *res publica* commune.

On objectera que la campagne électorale moderne a justement ses propres lois. Peut-être, mais cela ne change rien au fait que ce n'est pas bon pour ce que la culture politique suisse a sans doute de meilleur: son sens commun.



ÉLECTIONS 2015